

# États de fragilité

«Qu'est-ce qu'un État fragile ?», s'interrogeaient ce vendredi Anne-Lise Klausen et Ella Humphry, sur le site de la Banque mondiale<sup>(\*)</sup>.

«Chaque État a sa propre façon d'être fragile», avertissent-elles en se basant sur les travaux de la même institution (la Banque mondiale), plus particulièrement sur ceux de Michael Woolcock, professeur à la Harvard Kennedy School, auteur d'une formidable enquête sur la question qui date de juillet 2014<sup>(\*\*)</sup>. Pour Michael Woolcock, les États les plus fragiles sont ceux-là mêmes qui sont confrontés à des conflits qui, au-delà de considérations éthiques ou géostratégiques, soulèvent deux questions épineuses : «Tout d'abord, sur quelle base défendable un pays donné, à un moment historique donné, est réputé être (ou ne pas être) "fragile" ? Deuxièmement, si une caractéristique déterminante de la fragilité des États est leur faible capacité à assumer des responsabilités de base, comment les institutions internationales peuvent-elles mieux assister les organismes publics nationaux pour acquérir cette capacité ?»

La première question, d'ordre méthodologique (elle se rapporte aux données qui fourniraient une base empirique solide pour fonder les décisions majeures), rend indispensable l'élaboration d'une théorie complète pour saisir le changement. De même, la réponse optimale à la deuxième question peut sembler être l'importation de «meilleures pratiques» ou techniques, alors qu'en fait, elle sollicite «une stratégie qualitativement différente de mesure et d'expérimentation».

Le rapport de 15 pages est un appel pour «une approche alternative en termes de théorie, de mesure et de pratique» (An alternative approach to theory, measurement and practice).

Le processus d'évaluation de la fragilité des États emprunte ici trois étapes.

La première étape consiste à classer les pays à travers une distribution de la fragilité sur la base de limites supérieures (au-dessus desquelles «on n'est pas fragile») et de limites inférieures (au-dessous desquelles un pays est jugé «clairement fragile»). Les moyens proposés pour le faire reposent sur les indices de gouvernance disponibles. L'utilisation des données disponibles relatives à la gouvernance publique permet de classer les pays en trois catégories : «clairement non fragiles», «légèrement fragiles», «clairement fragiles».

La deuxième étape vise à interroger

plus finement les États «fragiles» pour tracer leur trajectoire et mesurer la gravité de leur fragilité, en vérifiant comment elle a varié au fil du temps. Cette étape vise à la transition entre le modèle «statique» de la fragilité qui prévaut vers un autre qui se veut plus «dynamique» en poussant plus loin l'examen des États «légèrement fragiles», par référence aux données pertinentes disponibles sur leur «capacité».

La troisième étape consiste à dessiner, à partir des données historiques, politiques et culturelles disponibles, une étude de cas de pays, au nombre de 13. Sont plus particulièrement identifiées les manières spécifiques dont un pays donné est «fragile» en vue de hiérarchiser les problèmes spécifiques et les solutions possibles dans le temps. La démarche ambitionne de faire vivre «un dialogue actif avec une théorie du changement».

La liste du professeur Woolcock comprend des États arabes comme l'Irak, le Yémen, la Syrie et le Soudan (du nord comme du sud).

L'objectif avoué est de dépasser la définition de la fragilité sur la seule base «des listes ou des indicateurs statiques et normalisés, le risque étant de passer à côté de toute la gamme des nuances et complexités de la fragilité, voire de ne pas la déceler dans certaines situations», se félicitent Anne-Lise Klausen et Ella Humphry qui voient dans l'approche de la Banque mondiale, «axée sur la fragilité, les conflits et la violence», un moyen de sortir des sentiers battus. D'où aussi leur satisfaction depuis la parution du dernier rapport de l'OCDE sur les «États de fragilité», qui «pourrait bien changer la donne et révolutionner la manière dont nous abordons ces questions».

L'OCDE, qui publie chaque année depuis 2005 un rapport sur les États fragiles afin de suivre les apports d'aide à un ensemble de pays considérés comme les plus fragiles du monde – à la grande déception de nos plus sceptiques compatriotes, l'Algérie n'en fait pas partie – nous livre cette année un rapport novateur qui «dessine une vision globale de la fragilité qui dépasse les seuls États fragiles et en conflit». Le changement de titre (Rapport sur les États de fragilité au lieu de Rapport sur les États fragiles) illustre bien cette évolution, sans se départir de la retenue habituelle puisqu'il se veut une simple contribution «au débat plus large pour définir et mettre en œuvre les objectifs de développement

durable post-2015 (ODD). Il souligne que la lutte contre la fragilité dans le nouveau cadre sera cruciale et des progrès dans la réduction de la pauvreté doivent être faits. Il plaide en faveur de la proposition de promotion de sociétés pacifiques et inclusives qui visent à réduire la violence dans toutes ses formes».

La fragilité est évaluée «comme une question de caractère universel qui peut affecter tous les pays, pas seulement ceux qui sont traditionnellement considérés comme "fragiles" ou touchés par un conflit».

Cinq indicateurs sont privilégiés :

- la réduction de toutes les formes de violence ;
- l'accès à la justice et la promotion de la place du droit ;
- des institutions responsables et inclusives qui rendent des comptes et fonctionnent de façon transparente, avec comme axe d'effort appuyé la lutte contre le crime organisé et les flux illicites de capitaux ;
- des fondations économiques (bâties sur l'inclusion économique et la stabilité, avec une attention particulière pour la lutte contre le chômage des jeunes) ;
- et des capacités pour prévenir et réduire la vulnérabilité aux chocs et aux catastrophes qui entravent le développement social, économique et environnemental (résilience).

L'exercice incorpore comme modèle de la fragilité des États arabes comme le Soudan ou le Yémen, à côté d'États africains (la Centrafrique, le Tchad, la République démocratique du Congo, la Guinée, Haïti ou encore la Côte d'Ivoire).

En mettant l'accent sur les cinq paramètres ci-dessus recensés, l'OCDE entend servir un objectif fondateur : «En nous appuyant sur les faits et l'expérience concrète, nous recommandons des politiques dont le but est d'améliorer la vie de tous (...) Tous nos travaux ont pour point commun un engagement partagé en faveur du développement durable, de l'emploi et des échanges, reposant sur la coopération internationale et visant le bien-être de tous. Chemin faisant, nous nous efforçons aussi de rendre la vie plus dure aux terroristes, aux fraudeurs fiscaux, aux entrepreneurs véreux et à tous ceux qui sapent les fondements d'une société juste et ouverte.»<sup>(\*\*\*)</sup>

Dans le cas particulier des États fragiles, «le modèle opérationnel décompose les facteurs de fragilité pour chaque pays et met en évidence les différents



Par Ammar Belhimer  
ammarbelhimer@hotmail.fr

schémas de fragilité, suggérant, ce faisant, que cette situation n'est pas l'apanage d'une poignée de pays. Ceux qui présentent des vulnérabilités sur le plan des cinq dimensions considérées ont de fortes chances de figurer déjà sur la liste des États fragiles, mais bon nombre de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (en Amérique latine et aux Caraïbes notamment) sont particulièrement exposés aux risques de violence, de retournements conjoncturels et de catastrophes naturelles», concluent Anne-Lise Klausen et Ella Humphry. Rien n'est donc définitivement acquis et les places dans le concert des nations les moins fragiles se négocieront de plus en plus cher. Tout développement ne peut résulter que d'un processus durable et cumulatif. Malheur à ceux qui baissent la garde !

A. B.

(\*)Anne-Lise Klausen et Ella Humphry, *Qu'est-ce qu'un État fragile ?*, vendredi 3 avril 2015,

[http://blogs.worldbank.org/voices/fr/qu'est-ce-qu'un-etat-fragile?cid=EXT\\_BulletinFR\\_W\\_EXT](http://blogs.worldbank.org/voices/fr/qu'est-ce-qu'un-etat-fragile?cid=EXT_BulletinFR_W_EXT)

(\*\*)Woolcock, Michael, *Engaging with Fragile and Conflict-Affected States*, HKS Faculty Research Working Paper Series RWP14-038, July 2014.

<https://research.hks.harvard.edu/publications/workingpapers/citation.aspx?PubId=9462&type=WPN>

(\*\*\*) OECD, *States of Fragility 2015*, Meeting Post-2015 Ambitions, 26 mars 2015, <http://www.oecd.org/dac/states-of-fragility-2015-9789264227699-en.htm>

(\*\*\*\*) Site de l'OCDE, <http://www.oecd.org>

**Le Soir sur Internet :**  
<http://www.lesoirdalgerie.com>  
**E-mail :**  
[info@lesoirdalgerie.com](mailto:info@lesoirdalgerie.com)

## POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

[hlaalam@gmail.com](mailto:hlaalam@gmail.com)  
[@hakimlaalam](https://twitter.com/hakimlaalam)



## Ces Algériens des SCI !

Le FFS se déclare toujours aussi solidement attaché à son projet. Mon Dieu ! Nous ne pouvons le laisser comme ça ! Il faut...

... détacher le FFS et le libérer !

C'est le nouveau grade dans le système. Propriétaire d'une SCI. Une société civile immobilière ! Le must. Avec une préférence pour la France et des quartiers comme les Champs-Élysées ou des communes comme Neuilly. Aux Champs – à ne pas prononcer Auchan, SVP – il paraît qu'ils sont facilement reconnaissables nos compatriotes des SCI. De grosses lunettes noires et un imperméable, quelle que soit la saison. En fait, c'est le pack «Lah'bab-Discretion». Ils acquièrent un ou plusieurs appartements sous couvert d'une SCI et se voient remettre aussitôt les lunettes opaques et le gros manteau gris qui vont avec. Aussi discrets qu'un Hamadache à une expo de nus dans le quartier du Marais ! J'ai lu quelques bonnes feuilles de ce livre réalisé par des confrères français sur, entre autres, les biens immobiliers fastueux acquis par des Algériens dans le monde, et en France plus particulièrement. Et, hasard de mon flux de lecture, j'ai ensuite lu un article sur le cancer en Algérie, et les efforts désespérés mais tenaces du professeur Bouzid pour soigner, humaniser les conditions de prise en charge des malades algériens dans des structures de santé algériennes. Ici ! Et cette succession fortuite de lectures, cette juxtaposition

non voulue, même pas recherchée m'a définitivement convaincu quant à la véracité et à la solidité de la théorie des passerelles temporelles et spatiales. Longtemps remise en question, chahutée, voire dénigrée comme charlatanisme, je ne suis pas loin aujourd'hui d'accorder un crédit illimité à cette théorie, voire d'en être un adepte acharné. Je crois sincèrement et profondément qu'il existe des personnes, des entités à forme humaine, qui ont la capacité d'emprunter des couloirs temps-espace inconnus du reste des humains, des quidams comme vous et moi ! Des Algériens qui crient aux oreilles d'autres Algériens tout au long de l'année qu'il faut se serrer la ceinture, qu'il faut économiser sur les rations de lentilles des mioches et de madame, et qui, lorsqu'ils ont fini ainsi de brailler, prennent l'air, s'envolent vers des destinations non officiellement validées en enfourchant le plus sûr des coursiers volants, la SCI ! C'est stupéfiant. C'est surnaturel de facilité financière et de flexibilité de change. Y a juste un petit truc qui reste à corriger. Oh ! Rien de bien méchant ni de réellement handicapant pour les voyageurs empruntant ces passerelles et ces couloirs d'aisance magique. Les lunettes noires et l'imper'. Hé ! Oh ! Les frères ! C'est bon ! Vous pouvez les enlever, maintenant. Franchement, c'est superflu. Et c'est surtout ridicule, voire too much ! A la place, fumez plutôt du thé à notre santé défaillante et restez éveillés à notre cauchemar qui continue. Ici !

H. L.